



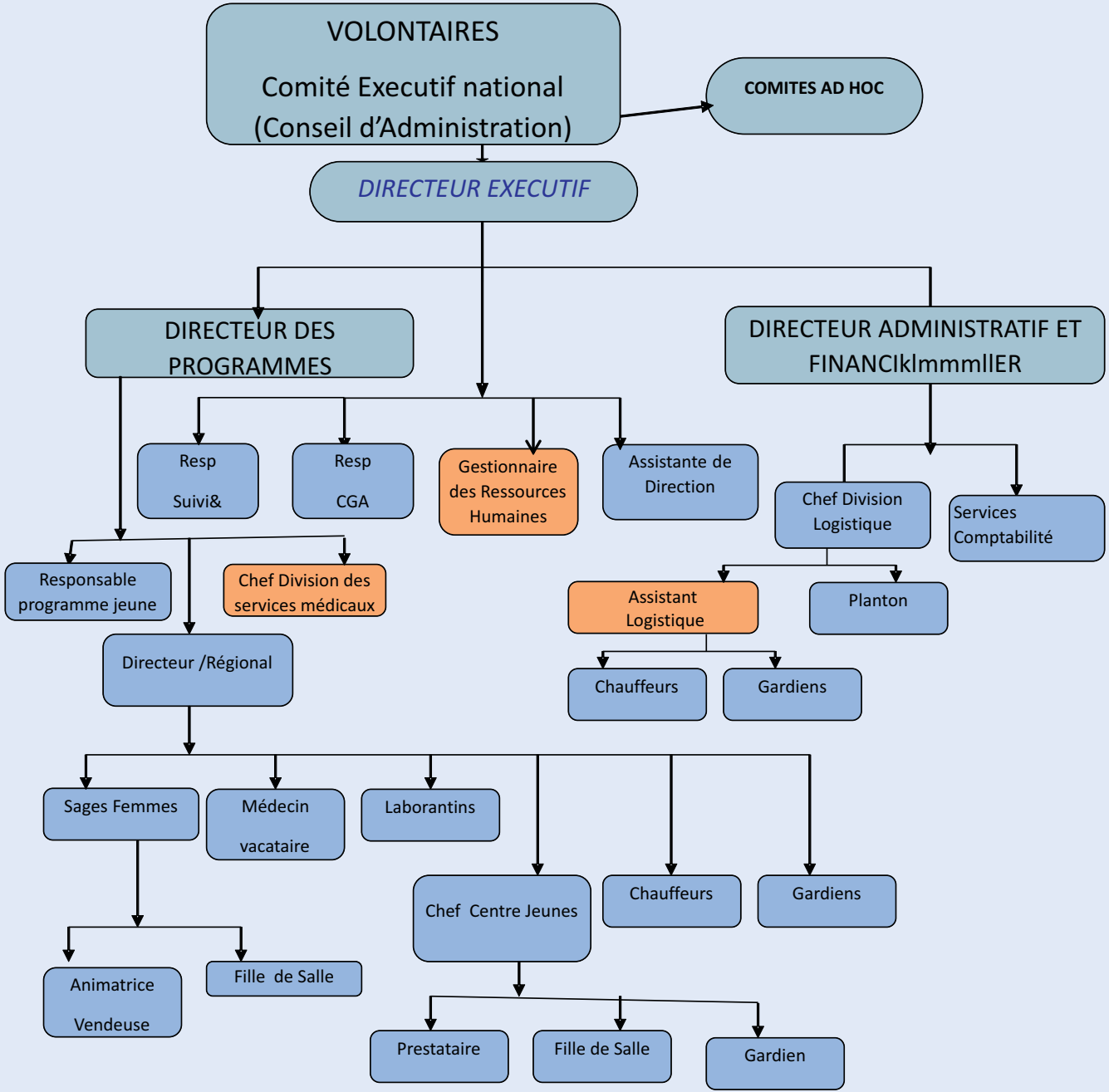
# BULLETIN ANNUEL DE L'AGBEF

## 2021 - 2022



# I. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

## Organigramme de l'AGBEF



**4 INTRODUCTION :****5 NOTRE ACTION EN BREF****7 AGBEF, PRESTATAIRE NATIONAL DANS  
LE DOMAINE DES DSSR/PF****Mission****Vision****Modes d'intervention****Domaines d'expertise****Priorités de santé dans les cliniques de l'agbef****Notre stratégie****10 NOS ACTIVITÉS****Nos projets d'intervention****Nos partenaires**



**INTRODUCTION :****Qui sommes-nous ?**

L'AGBEF, l'Association Guinéenne pour le Bien Être Familial, est un prestataire national de soins de santé et un défenseur de premier plan de la santé et des droits sexuels et reproductifs pour tous. Nous sommes une organisation qui œuvre avec et pour les communautés et les individus dans les 4 régions naturelles du pays.

Depuis plus de trente (30) ans, l'AGBEF contribue à la promotion et au respect des droits sexuels et reproductifs en fournissant à la population en général et spécifiquement aux jeunes et aux femmes ainsi qu'aux couches sociales défavorisées des services de qualité dans le domaine à travers ses cliniques de prestations implantées à cet effet.

L'AGBEF, avec l'appui du ministère de la santé et les autres intervenants exécute ses projets et programmes sous financement de l'IPPF et d'autres bailleurs de fonds en vue de contribuer à la mise en œuvre de la politique sanitaire en matière de santé sexuelle et reproductive y compris la planification familiale. Parmi ces programmes et projets, il faut citer :

**Le projet GCACI** : Axé sur les soins après avortement, ce projet a considérablement contribué non seulement à la rénovation des

cliniques de prestations de l'association mais aussi et surtout à l'amélioration de l'accès des services de SSR soutenu par le renforcement des compétences des agents prestataires et celui des plateaux techniques d'offres des services sur la base des normes de l'OMS. A cela, il faut ajouter l'implantation d'un système de gestion des données fiables au sein des cliniques avec l'installation des ordinateurs bureautiques permettant un enregistrement permanent des données des différents points de prestation grâce à un réseau informatique (CMIS électronique) ce qui cultive la notion de prise de décision fondées sur les bases factuelles.

**Projet LAD : Démarré** en 2022, ce projet est conçu pour le renforcement et la pérennité des acquis du projet GCACI qui a pris fin en décembre 2023. Il est essentiellement axé sur :

- Le renforcement du plateau technique d'offre de services ;
- Le renforcement du système CMIS dans les cliniques AGBEF ;
- La mise à niveau des agents prestataires pour l'offre de services en ligne (santé numérique) ;
- Le suivi et la supervision des activités sur le terrain.....



## NOTRE ACTION EN BREF

L'AGBEF dispose six antennes avec sept cliniques et trois cliniques jeunes fonctionnelles, les activités phares de nos cliniques se résument par les Soins après avortements, le dépistage volontaire TB/VIH-SIDA et la distribution des vivres aux personnes vivant avec le TB/ VIH et leurs familles respectives.

De 2018 à 2022 ; les projets Initiative mondiale pour la prise en charge globale de l'avortement (GCACI), l'Intégration pour pérennisation ; de la politique à la pratique (P2P), EDUSSO, Renforcer

et décentraliser la lutte contre la Tuberculose et le VIH/SIDA ont concouru au renforcement des compétences du personnel des dix (10) cliniques en matière de la prise en charge des patient (e) s en SAA sécurisé et la SR/PF, Gynécologie, dépistage VIH, la prise en charge des cas d'infertilité mais aussi à la rénovation et l'équipement en matériels et médicaments essentiels des cliniques ; installation du CMIS manuel par GCACI suivi par le CMIS électronique par le projet Grand Donateur Anonyme (LAD) en 2022 pour la pérennisation des acquis des précédents projets GCACI et P2P.

## VOIR LES IMAGES DES SEPT (7) CLINIQUES MÈRES PROPRES À L'AGBEF



**1. Clinique de Conakry**



**2. Clinique Kindia**



**3. Clinique Labé**



**4. Clinique Kankan**



**5. Clinique Kissidougou**



**6. Clinique de Gueckédou**





## 7. Clinique Nzérékoré

### NOS CHIFFRES CLÉS DE 2021 A 2022

Le budget de l'AGBEF entre  
2021 - 2022 :

En 2021 : 999 947\$ US

En 2022 : 965 081\$ US

Plus de 84 SALARIÉS dont (51%  
de femmes) sur les terrains et  
au bureau national de l'AM  
(siège).

95% de PERSONNEL sur le  
terrain et tous de nationalités  
Guinéennes.

plus de 30 PROFESSIONNELS  
de santé formés et appuyés  
depuis plus de 30 Ans en santé  
sexuelle et reproductive.

plus de 5642 FEMMES ont été  
sauvées dans le cadre de la santé  
sexuelle et reproductive entre  
2021-2022.

Plus de 30772 JEUNES FILLES &  
FEMMES ont été soumises aux  
méthodes modernes de la  
contraception entre 2021 - 2022.



***DIRECTION EXÉCUTIF DE L'AGBEF***

**AGBEF, PRESTATAIRE NATIONAL DANS LE  
DOMAINE DES DSSR/PF EN GUINEE DEPUIS  
1985,**

Elle a été créée le 10 décembre 1984 sous l'initiative d'un groupe restreint de 28 volontaires dont 13 femmes, appartenant à

diverses catégories socioprofessionnelles et unanimement préoccupés par la forte mortalité infantile et maternelle en Guinée.

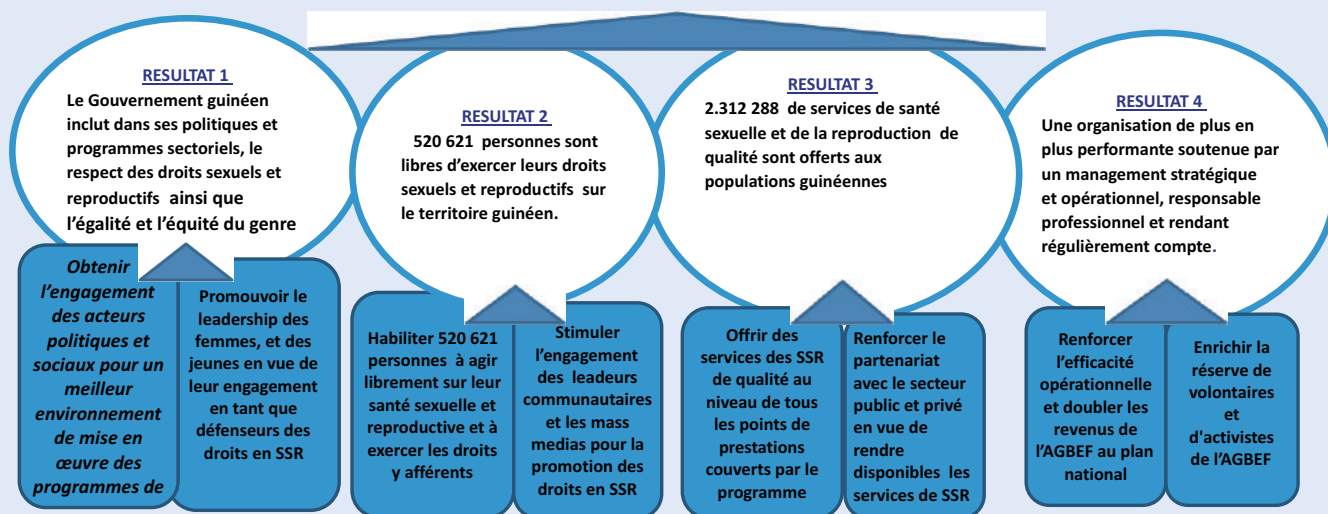


C'est une ONG nationale à but non lucratif; elle a été reconnue par le gouvernement guinéen par l'Arrêté N° 516/MTAS/CAB/05/85 du Ministre du Travail et des Affaires Sociales. Très rapidement elle a été admise comme membre à

part entière de la Fédération Internationale pour la planification Familiale (IPPF) le 07 Novembre 1989 après avoir rempli les critères. Elle compte aujourd'hui plus de 360



## Le résumé du plan stratégique d'intervention



**Mission :** Promouvoir les droits et fournir des services de qualité en santé sexuelle et reproductive/planification familiale à la population en général et spécifiquement aux jeunes et aux femmes ainsi qu'aux couches sociales défavorisées.

**Vision :** Sur tout le territoire guinéen, la population jouit, sans discrimination et pleinement, de ses droits en santé sexuelle et reproductive

### MODES D'INTERVENTION

- Prestation clinique
- Renforcement des capacités
- Plaidoyer

### VALEURS AU CŒUR DE NOTRE ACTION

- Engagement
- Responsabilité
- Transparence
- Synergie
- Innovation
- Compétitivité

### DOMAINES D'EXPERTISE

- DOMAINE DE COMMUNICATION POUR UN CHANGEMENT DE COMPORTEMENT
- DOMAINE DE PLAIDOYER
- DOMAINE D'OFFRE DE SERVICE
- FORMATION EN DSSR/PF

### PRIORITÉS DE SANTÉ DANS LES CLINIQUES DE L'AGBEF

- LES SERVICES DE SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE CONTRACEPTIVE
- LES SERVICES DE SANTE SEXUELLE ET

REPRODUCTIVE NON CONTRACEPTIVE (SSR)

- LES SERVICES « NON LIES A LA SSR ».

### NOTRE STRATÉGIE :

- RENFORCER LES SYSTÈMES ET SERVICES DE SANTÉ
- SANTE MATERNELLE ET INFANTILE
- PLANIFICATION FAMILIALE
- DEMANDE ET OFFRE DE SERVICES SSR EN FAVEUR DES POPULATIONS
- SERVICES SSR AU ADO/JEUNES À TRAVERS LES CENTRES JEUNES
- SERVICES À BASE COMMUNAUTAIRES (SBC)
- ADUCATION COMPLETE À LA SEXUALITE
- FORMATION EN DSSR/SBC .....

### PRINCIPAUX DOMAINES D'INTERVENTION

EN TANT QUE PRESTATAIRES DE SERVICES EN DSSR EN GUINEE CONFORMEMENT A LA POLITIQUE NATIONALE, L'AGBEF INTERVIENT DANS LES DOMAINES CI-APRES :

- PRESTATIONS DE SERVICES SSR DANS LES CLINIQUES OUVERTES A CET EFFET (CPN, ACCOUCHEMENT, PF, PTME, GYNECOLOGIE, CONSEILS ET TRAITEMENT DE LA STERILITE, DEPISTAGE ET PRISE EN CHARGE DES PVVIH, SAA...);
- DSSR POUR ADOLESCENTS ET JEUNES A TRAVERS LES CENTRES CONVIVIAUX ADAPTES;



- EDUCATION COMPLETE A LA SEXUALITE (ECS)
- SERVICES A BASE COMMUNAUTAIRE
- FORMATION DES MENTORS EN DSSR
- FORMATIONS DES PE ET AGENTS COMMUNAUTAIRES EN DSSR

- FORMATION EN LEADERSHIP ET PLAIDOYER....
- TEMOIGNAGE** 2019 - 2021

**PROJET : GCACI**

**DUREE DU PROJET :** 3 ans (2019-2021);

**SOURCE DE FINANCEMENT :** Anonyme (IPPF).

**PARTENAIRES CLES :** Ministère de la santé, Twin, SOS Villages, Associations de Jeunesse Cliniques publiques et privées et Médias.

**BENEFICIAIRES :** Les structures de soin avoisinantes des sites du projet, leur personnel et leurs usagères, la communauté (les femmes l'âge de procréation).

**GCACI** (Initiative Globale pour la prise en charge des Soins Après Avortement), un projet de l'IPPF qui a pour objectif global d'améliorer l'accès aux services de soins après avortement et aux services de contraception comme partie intégrante de la santé sexuelle et reproductive dans les associations membres participantes de l'IPPF d'ici la fin du mois de Janvier 2022.

Le projet GCACI a placé la communication au cœur du dispositif de prise en charge des patientes à la fois en renforçant les capacités du personnel soignant mais aussi celles des patientes.

**ENJEUX**

Le contenu limité des services de santé offerts aux femmes à l'âge de procréation, leur qualité insuffisante, notamment la faible attention portée aux patientes impactent l'adhésion aux soins et leur confiance dans les systèmes de santé. Face à ces enjeux majeurs et au non-respect des droits des patientes, l'objectif du

projet est de développer un modèle de prise en charge attentif aux femmes en se basant sur la législation Guinéenne.

**NOTRE ACTION**

De 2019 à décembre 2021, le projet GCACI a permis des avancées dans l'amélioration de la qualité des soins après avortement dans 5 cliniques de l'AM à savoir : la clinique de Conakry, de Kindia, de Kissidougou, Gueckédou et N'Zérékoré, favorisant ainsi un impact fondamental sur la vie des femmes en âge de procréation, et l'émergence d'une mobilisation communautaire forte en faveur de leurs droits à une prise en charge de qualité. La prise en compte de l'expérience des soins après l'avortement vécue tant par les patientes que les soignants(es) avec des activités de rencontre et de co-construction entre acteurs(rices). Le projet a également favorisé la dynamique collaboration entre les acteurs(rices) de la prise en charge et à améliorer l'attention portée aux patientes par un travail d'analyse des pratiques professionnelles du personnel de santé. Le tout pour favoriser la prise de conscience de l'importance de la relation soignant(e) – patiente sur la qualité des soins après l'avortement délivrés, sur l'engagement des patientes dans les soins, sur la déstigmatisation des femmes victimes de cette pratique par le personnel soignant. En parallèle, le projet a poursuivi la rénovation, l'électrification des 5 cliniques de l'Association et développer un système d'accompagnement psychosocial dans le parcours de soins des patientes.

**CHIFFRES CLÉS & RÉSULTATS**

*Il a permis d'obtenir les résultats cliniques ci-dessous :*

Objectifs mesurables	Valeur obtenue	Valeur cible	Niveau d'atteinte de l'objectif
Objectif 1: Nombre total de client en SCA & TAI	5158	4927	105%
Objectif 2: % total de client en PF post-avortement	180%	155%	168%
% de Méthode de longue durée d'action	105%	112%	109%
Objectif 3: Nombre total de clients en PF	28451	73079	39%
% de Méthode de longue durée d'action	44%	62%	53%

**Les accomplissements clés du projet GCACI :**

- ✓ Installation de l'infrastructure du réseau informatique dans toutes les cliniques AGBEF/GCACI (Conakry, Kindia, Kissidougou, Guéckédou, N'Zérékoré) pour la mise en œuvre effective du CMIS électronique ;
- ✓ Installation du système d'énergie solaire dans les 5 cliniques AGBEF/GCACI citées ci-dessus pour électrifier les cliniques AGBEF de façon permanente et durable ;
- ✓ Installation de 5 ordinateurs serveurs informatiques dédiés Windows dans les 5 cliniques AGBEF/GCACI pour la gestion du réseau informatique implanté ;
- ✓ Orientation des sage-femmes du projet GCACI sur les nouvelles directives 2021 de l'OMS dans le cadre des soins d'avortement sécurisé.



**PROJET : LAD****DUREE DU PROJET :** 2 ans (2022-2023);**SOURCE DE FINANCEMENT :** Anonyme (IPPF).**PARTENAIRES CLES :** Ministère de la santé, Twin, SOS Villages, Associations de Jeunesse Cliniques publiques et privées et Médias**BENEFICIAIRES :** Les structures de soin avoisinantes des sites du projet, leur personnel et leurs usagères, la communauté (les femmes l'âge de procréation).

**Le Grand donateur anonyme (LAD)** partenaire de l'IPP, améliore la disponibilité et l'accès à toute la gamme de soins de qualité, centrés sur la personne, en matière d'avortement et de contraception, par la fourniture de soins et la création d'un environnement favorable.

**CHIFFRES CLÉS & RÉSULTATS**

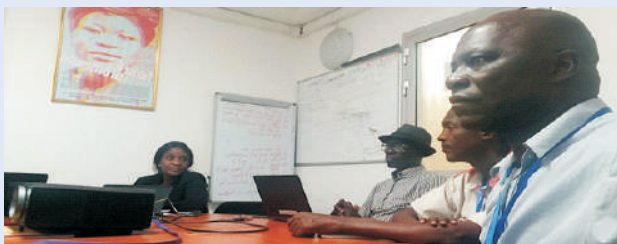
*Il a permis d'obtenir les résultats cliniques ci-dessous :*

Objectifs mesurables	Valeur obtenue	Valeur cible	Niveau d'atteinte de l'objectif
Nombre total de client en SCA & TAI	1510	3500	43%
Nombre total de client en PF post-avortement	68%	88%	77%
Nombre d'activités d'engagement communautaire pour diffuser des informations sur l'accès à l'avortement et à la contraception	2	4	50%
Nombre total de clients en PF	8128	14300	57%
Nbre de prestataires formé pour fournir des soins d'avortement au-delà de 12 semaines de gestation.	5	7	71%

**PROJET : P2P**



La réunion du GTT au niveau national à Conakry regroupant les cadres du Ministère de la santé, les ONG et les PTF



La réunion du comité de pilotage à Conakry



Tête à tête entre le Président du comité de pilotage, le Directeur préfectoral de la santé de Labé et le responsable du site pilote AGBEF à Labé.

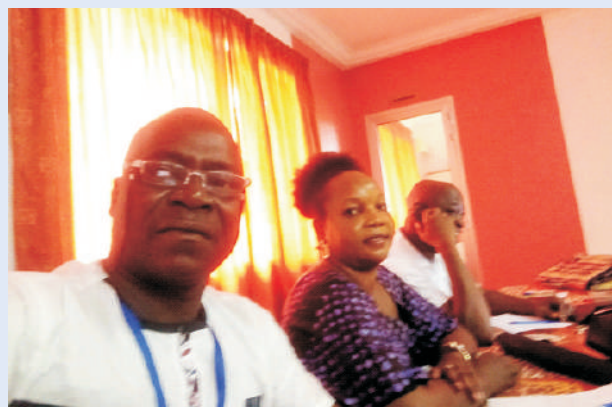
**Objectif 2: Renforcer la capacité de 3 installations pilotes en Guinée, pour la fourniture de services intégrés, en particulier pour les adolescents, les jeunes et les populations clés.**



Formation des mentors à Labé



Formation des mentors à Conakry



Supervision post formation par le niveau central à Labé



Formation des mentors à Conakry

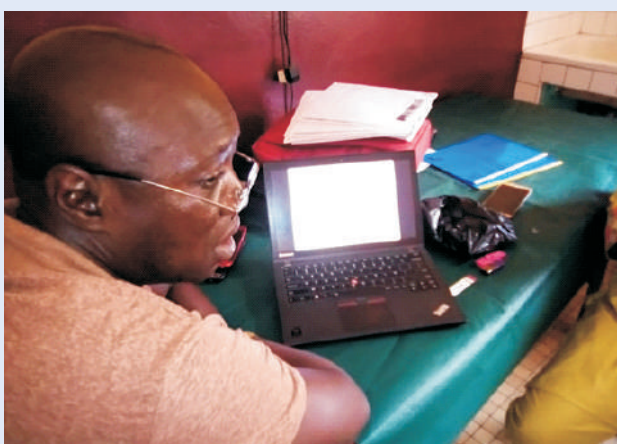


Formation des mentors à Conakry sur la PF et les services de soins après avortement





Explication du Formateur régional de Labé (cours théorique sur l'anatomie de l'appareil reproducteur)



Les explications du formateur national sur les IST/VIH



Photos de famille regroupant les mentors de Conakry, le Conseiller IPPF et coordinateur région Afrique P2P et les formateurs nationaux



Photos avec les responsables de sites de Labé, les mentors de leysare et les formateurs nationaux



Photos des mentors et mentorés de leysare à Labé



Photos de famille avec les mentors, les formateurs nationaux à Labé



Modèle de service intégré par guichet unique après rénovation à Conakry





Boîte à suggestion rénovée à Labé P2P après rénovation



Le centre de santé leysare à Labé après la rénovation

**Objectif 3** : Encourager les communautés à s'engager dans la responsabilité sociale, la réduction de la stigmatisation, la génération de la demande et l'amélioration des liens de référence vers les établissements de santé pilotes pour des services intégrés de RMNCAH / VIH.

La Directrice nationale de la santé familiale et de la nutrition lors de son interview pendant le lancement de la campagne d'offres de services intégrés gratuits de SR/VIH du projet P2P à Conakry



Lancement de la campagne d'offres de services intégrés gratuits de SR/VIH du projet P2P à Labé



Les encadreurs de pairs éducateurs à Conakry



Photos de famille regroupant les pairs éducateurs, La Directrice nationale de la santé familiale et de la nutrition, le coordinateur national adjoint du PROGRAMME DE LUTTE CONTRE le SIDA et les hépatites ,et une représentante de la GIZ Guinée lors du lancement de la campagne d'offres de services intégrés gratuits de SR/VIH du projet P2P à Conakry.







Dépistage du VIH lors de la campagne d'offres de services intégrés gratuits de SR/VIH du projet P2P



Photos de famille dialogue communautaire à Labé



Le dialogue communautaire à Conakry en présence de la représentante de la GIZ Guinée



Photos de famille après le dialogue communautaire regroupant les populations clés à Conakry  
Les populations clés à Labé

**Durée du Projet :** de 2017 à 2019 (2 ans)

**Source de financement :** GIZ backup/IPPF

**Partenaires clés :** Gouvernement guinéen (ministère de la santé, régions et districts sanitaires de Conakry et Labé) UNFPA, GIZ et acteurs communautaires

**Bénéficiaires :** Femmes, jeunes et populations clés (HSH et professionnelles de sexe)

**L'Intégration pour pérennisation ; de la politique à la pratique (P2P),** est un projet qui a pour objet d'appuyer à bâtir des systèmes complets et durables de santé par le renforcement de l'intégration de la santé de la reproduction / Santé de la Mère, du Nouveau-né, de l'Enfant et de l'Adolescent (SR/SMNEA) avec les composantes de renforcement des systèmes de santé et des systèmes communautaires des notes conceptuelles et des programmes du fonds mondial

**Objectifs spécifiques :**

1. Générer une meilleure compréhension des progrès et les lacunes de l'intégration actuelle de la SR/SMNEA à travers une analyse de la situation au niveau national

2. Piloter des approches novatrices pour surmonter les goulots d'étranglement des systèmes de santé pour la prestation de services intégrés

3. développer des approches communautaires afin de mieux répondre aux besoins d'offre des services de SR/SMNEA et VIH intégrés pour les populations clés

4. Promouvoir des preuves de ce qui fonctionne pour renforcer l'intégration de la SR/SMNEA dans les composantes des systèmes de santé et des systèmes communautaires des programmes du Fonds mondial

**Enjeux :** Le renforcement du système de santé est un élément clé de CSU (couverture sanitaire universelle), qui est l'un pilier dans les nouveaux Objectifs de Développement Durable (ODD). L'ODD 3 stipule : Assurer la couverture maladie universelle, y compris la protection du risque

financier, l'accès aux services de soins de santé essentiels de qualité et l'accès aux médicaments essentiels et des vaccins, sécurisés, efficaces et de qualité, abordables pour tous. Le but ultime de CUS est en bonne santé et le bien-être pour tous.

L'un des huit secteurs de résultats de la nouvelle stratégie de l'ONUSIDA accepté en Octobre 2015 est de bâtir des systèmes plus solides pour la santé, y compris les ressources humaines pour la santé et l'intégration des systèmes communautaires avec les systèmes officiels de santé.

Le renforcement des Systèmes de Santé, tel qu'il est articulé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), comprend six éléments clés: la prestation de services, le personnel de santé, l'information, les produits médicaux/ la technologie, le financement, le leadership/gouvernance.

Dans la nouvelle stratégie du Fonds mondial, la construction de systèmes résistants et durables pour la santé est l'un des quatre principaux domaines de travail à faire pour mettre fin à l'épidémie. Le renforcement des systèmes de santé est essentiel pour atteindre la couverture maladie universelle et d'accélérer la fin des épidémies. Pour le Fonds mondial, il y a 7 composantes de renforcement des systèmes de santé :

1. renforcer les réponses et les systèmes communautaires
2. appuyer la santé de la reproduction, la santé des femmes, des enfants et des adolescents, et les plates-formes pour l'offre des services intégrés
3. Renforcer le système mondial et les systèmes-pays pour la sécurisation des produits
4. Tirer parti des investissements essentiels dans les ressources humaines pour la santé
5. Renforcer les systèmes de données sanitaires et les capacités des pays pour l'analyse et l'utilisation des données



6. Renforcer et harmoniser les stratégies robustes nationales de santé et des plans stratégiques nationaux de lutte contre les maladies

7. Renforcer la gestion financière et le contrôle

#### Notre Action :

**En tant que bénéficiaire, l'AGBEF a œuvré pour réaliser la mise œuvre conformément aux objectifs avec production des résultats à travers les activités ci-dessous :**

- ❖ **Mise en place de l'équipe d'évaluation:** en Guinée qui a coordonné la mise en place de l'équipe de l'analyse situationnelle. Cette équipe d'évaluation était composée d'un large éventail d'intervenants, y compris les OSC, les OBC, le Ministère de la Santé, le Conseil national de lutte contre le sida, les membres du CCM, les représentants des PVVIH et des représentants des populations clés.
- ❖ **Développer les outils d'évaluation.** Les outils comprenaient :
  - ✓ La cartographie des parties prenantes : Une cartographie des parties prenantes, dont celles impliquées dans le processus du NMF - en particulier ceux qui travaillent sur le RSS et l'intégration SR/SMNEA - et leur rôle (proposé) dans la mise en œuvre. Cette cartographie des parties prenantes a mis également en évidence les lacunes - en particulier au niveau communautaire.
  - ✓ L'évaluation nationale des progrès actuels : Linkages Tools SSR et VIH mis au point par l'IPPF et le FNUAP - sous les auspices du Groupe de travail inter-organisations sur la SSR et le VIH Linkages – a été utilisé pour cartographier les progrès actuels des liens SR/SMNEA et VIH au niveau national et d'identifier les lacunes actuelles et les goulots d'étranglement. Ces outils comprennent le VIH et SDRS Linkages Infographic Snapshots, la SRH et Index Liens VIH et l'outil d'évaluation rapide pour l'intégration entre SSR et

VIH.

#### ❖ **L'Évaluation des formations sanitaires et des besoins des communautés :**

Afin de mieux comprendre les obstacles auxquels se heurtent les OSC et les organisations communautaires, une évaluation a été menée pour évaluer la qualité, la disponibilité et l'efficacité des services intégrés existants fournis par les formations sanitaires avec une analyse des perspectives des communautés, des clients et des prestataires :

- ✓ Cette évaluation a été exécutée à l'aide des outils de l'Initiative *Integra* ainsi que celui que le *projet conjoint UNFPA / ONUSIDA sur SDRS et les liens avec le VIH en Afrique australe*.
- ❖ **Conduite de l'évaluation :** qui a été coordonné par l'équipe d'évaluation et a pris trois mois.
- ❖ **L'élaboration d'un plan d'action au niveau des pays :** l'évaluation terminée, l'équipe d'évaluation a dirigé l'élaboration d'un plan d'action au niveau des pays avec une large gamme d'intervenants pour combler les lacunes de la capacité actuelle de l'intégration des SR/SMNEA et du VIH dans le cadre d'une approche RSS.
- ❖ **Disséminer les résultats :** Les résultats de l'analyse de la situation et le plan d'action final ont été largement diffusés dans le pays. Une version consolidée de l'analyse de la situation des six pays du projet a été développée par l'IPPF et largement diffusée.

#### **Chiffres clés et Résultats du projet :**

- ✓ La Formation et renforcement des capacités de 26 prestataires de services dans les régions de Conakry et Labé en leur envoyant des cours de formation agréés et par l'amélioration du soutien du mentorat.
- ✓ Le transfert de tâches de la fourniture de certains services intégrés entre les différentes catégories de prestataires

de santé afin de surmonter les goulots d'étranglement fourniture de services et d'accroître l'accès aux services. Cette délégation de tâches pour la prestation de services comprenait également le transfert de la prestation de services des prestataires des formations sanitaires aux prestataires communautaires.

- ✓ Ajout de services supplémentaires à l'ensemble des services, en particulier pour combler les lacunes dans la prestation de services clés VIH ou SR/SMNEA le long du continuum de la prévention, du traitement, des soins et de soutien psychologique.
- ✓ Adaptation de la prestation de services pour mieux répondre aux besoins de SSR et du VIH des populations clés telles que les personnes qui utilisent des

drogues, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et des travailleurs du sexe. Les types de services adaptés pourraient inclure la clarification des valeurs au sein du personnel, modifiant les heures d'ouverture ou en ajoutant des services supplémentaires tels que les services de vaccination contre les hépatites A et B etc. Cela peut également inclure le renforcement des modèles de prestation de services à base communautaire pour les populations clés.

- ✓ Le renforcement des systèmes communautaires, y compris le renforcement organisationnel, les réseaux communautaires et la prestation à base communautaire.

**PROJET : EDUCASSO****Durée du Projet :** de 2019 à 2022 (4 ans)**Source de financement :** Amplifyve change**Partenaires clés :** Départements sectoriels (éducation, santé, jeunesse et actions sociales); jeunes, religieux, parents d'élèves, journalistes et enseignants ;**Bénéficiaires :** adolescents et jeunes scolarisés et non scolarisés**Objectif du projet :**

L'objectif global de ce projet est de contribuer à une meilleure prise en compte de l'Education Complète à la Sexualité dans les programmes scolaires la Guinée Conakry en mettant les outils de la communication sociale au service de la mobilisation politique des acteurs de la société civile.

**Les objectifs spécifiques se déclinent ainsi :**

- **Création d'un sous-groupe spécifique** plaidoyer en Guinée Conakry regroupant des organisations de la société civile, de l'Etat et des partenaires techniques et financiers pour la conduite des actions de plaidoyer pour l'intégration de l'ECS dans les curricula.
- **Renforcement des organisations membres** du sous-groupe spécifique en plaidoyer et en media training, pour promouvoir l'ECS.
- **Adhésion des communautés à la dynamique de plaidoyer sur l'éducation complète à la sexualité** (jeunes, parents, enseignants, personnel de santé, médias et leaders religieux) à travers des séances d'information et de sensibilisation sur les thématiques de l'ECS.
- **Prise en compte** des jeunes dans le plan d'action Planification Familiale 2019-2022.
- **Révision de la loi sur la Santé de la Reproduction** en Guinée Conakry.
- **Plaidoyer auprès de l'Etat et du Ministère de l'Education** de la nécessité de renforcer l'ECS dans les curricula de formation scolaire.

**Capitaliser et partager l'expérience**

**menée** avec d'autres acteurs qui œuvrent sur le plaidoyer, à commencer par les partenaires, et notamment avec les bénéficiaires d'AmplifyChange dans d'autres pays

**Enjeux :**

En Afrique de l'Ouest, 40% de la population est constitué de jeunes de 15-19 ans. 43% des filles y sont mariées avant 15 ans et 52% ont déjà eu des rapports sexuels dont 95% sans utiliser de méthodes contraceptives (Institut Guttmacher). Pour sa part, le taux de prévalence du VIH/SIDA est de 2,3% (Onusida 2015). Au niveau local, ces chiffres sont également très marqués dans certains pays notamment en Guinée Conakry.

Le taux de prévalence du VIH/SIDA est de 1,6% et le taux de mariages précoces de 35%. De plus, 59% des filles de 15-19 ans ont déjà eu des rapports sexuels et 30% ont donné naissance. Concernant les méthodes contraceptives, seulement 3% des filles âgées de 15-19 ans en utilisent. Face à ces situations, l'Etat Guinéen développe des stratégies visant à corriger ces dysfonctionnements notamment en milieu scolaire à travers des enseignements ciblés. Cependant, l'Education Complète à la Sexualité n'est que faiblement enseignée dans les programmes scolaires (cours d'économie familiale), et la société civile n'est pas assez organisée pour réclamer son intégration dans les curricula.

Les jeunes ont donc un faible accès à l'information sur la Santé Sexuelle et Reproductive dans ces pays et font une faible utilisation des méthodes contraceptives, par manque de connaissance et/ou de moyens d'y accéder. Il faut donc travailler à la mise en réseau des Organisations de la Société Civile, l'intégration de modules SSR dans les curricula, la formation des enseignant·e·s, et l'implication d'autres acteurs (parents, média) dans la sensibilisation à l'ECS.

L'accès à une information juste et complète à la santé sexuelle et reproductive (SSR) est vital pour rester en bonne santé, voire en vie. Pourtant, les plans de santé publique ne prennent pas assez en compte l'éducation complète à la sexualité (ECS).

C'est dans ce cadre que des partenaires en Guinée, avec l'appui technique de l'ONG RAES et d'Equilibres et Populations, comptent mettre en place des activités de mobilisation sociale et politique afin de sensibiliser les communautés et les décideur·e·s dans ces deux pays sur la nécessité d'améliorer les programmes d'éducation complète à la sexualité. En effet, suite à divers constats, il s'est avéré que l'Education Complète à la Sexualité est faiblement prise en charge. Notre objectif est donc d'amener les gouvernements des deux pays à réviser et à renforcer les programmes scolaires.

En effet, aucune étude n'a été conduite pour connaître le niveau de prise en charge de l'ECS dans les programmes. Cependant, quelques modules généraux sont enseignés mais ne permettent pas aux apprenants de bénéficier d'aptitudes et de compétences nécessaires pouvant favoriser la prise de décisions responsables.

Il est donc important et urgent de fournir des informations fiables aux communautés sur la santé sexuelle et reproductive, plus particulièrement aux jeunes afin d'améliorer leurs connaissances. Le premier pas serait de transmettre ces informations en milieu scolaire par le renforcement et/ou l'intégration de nouveaux modules adaptés dans les curricula d'enseignement et les cours d'éducation sexuelle complète en Guinée Conakry. Pour ce faire, la mise en réseau des OSC travaillant dans ces domaines afin de mener ce plaidoyer, permettrait un effet levier important favorisant l'adhésion des communautés et des décideurs.

Afin de provoquer ce changement, un sous-groupe spécifique plaidoyer ECS a été mis en place. Il s'est appuyé sur deux approches assez

complémentaires pour la mise en œuvre des actions :

- La mobilisation sociale à travers les médias (tv, radios, presse écrite) pour informer les communautés et créer un environnement social favorable sur les thématiques de Droits en Santé Sexuelle et Reproductive.
- La mobilisation politique pour obtenir un engagement des acteurs concernés (OSC, inspecteur·trice·s d'académie, chef·fe·s d'établissements, recteur·trice·s, parents, religieux, Ministères) favorisant la révision des programmes.)

#### **Notre Action :**

**L'AGBEF a exécuté les actions suivantes : (En faire un tableau synthétique avec quelques images)**

#### **Réalisation d'une analyse de contexte en Guinée-Conakry sur le niveau d'intégration de**

- Réalisation d'une analyse de contexte en Guinée-Conakry sur le niveau d'intégration de l'ECS dans les programmes.
- Mise en place un sous-groupe spécifique composé d'OSC sous la direction de nos partenaires de mise en œuvre
- Organisation d'un atelier d'état lieux sur l'intégration de l'ECS dans les programmes scolaires à partir des études de contexte.
- Organisation d'un atelier de formation en média-training et de co-création de contenus radio avec les membres des sous-goupes ECS.
- Supervision et l'organisation, par Equipop, d'un atelier de formation au plaidoyer avec les membres des sous-goupes ECS.
- Renforcement de capacités de mobilisation sociale et politique des organisations du sous-groupe spécifique.



- Conduite d'un plaidoyer pour la prise en compte des jeunes dans le plan d'action Planification Familiale 2019-2020
  - Conduite d'un plaidoyer auprès de l'assemblée nationale pour la révision de la loi sur la Santé de la Reproduction.
  - Organisation et animation de 15 séances de projections-débats sur la série *C'est la vie ! à travers les communes et préfectures*
  - Organisation 18 rencontres d'échange pour renforcer les compétences et débattre de l'ECS avec des autorités locales, des responsables académiques, des réseaux de parents d'élèves, des leaders religieux, des journalistes à travers 18 préfectures de Guinée
  - Organisation de 4 rencontres d'échange avec des décideurs publics pour obtenir leur soutien en faveur du renforcement de l'intégration de l'ECS dans les programmes scolaires.
  - Organisation d'un atelier de consensus national sur l'intégration de l'ECS dans les programmes scolaires.
  - Production de kit d'évaluation du projet (stratégie, protocoles, indicateurs et outils).
  - Production de supports de capitalisation d'expérience sur le projet (rapports d'évaluation, réévaluation participative et formalisation des processus après analyse de pratiques, fiches de bonne pratiques, articles ou vidéos de témoignage, etc.).
- Chiffres clés et Résultats du projet (En faire un tableau synthétique avec quelques images)**
- Réalisation d'une analyse de contexte en Guinée-Conakry sur le niveau d'intégration de l'ECS dans les programmes.
  - Mise en place un sous-groupe spécifique composé d'OSC sous la direction de nos partenaires de mise en œuvre
  - Organisation d'un atelier d'état lieux sur l'intégration de l'ECS dans les programmes scolaires à partir des études de contexte.
  - Organisation d'un atelier de formation en média-training et de co-création de contenus radio avec les membres des sous-goupes ECS.
  - Supervision et l'organisation, par Equipop, d'un atelier de formation au plaidoyer avec les membres des sous-goupes ECS.
  - Renforcement de capacités de mobilisation sociale et politique des organisations du sous-groupe spécifique.
  - Conduite d'un plaidoyer pour la prise en compte des jeunes dans le plan d'action Planification Familiale 2019-2020
  - Conduite d'un plaidoyer auprès de l'assemblée nationale pour la révision de la loi sur la Santé de la Reproduction.
  - Organisation et animation de 15 séances de projections-débats sur la série *C'est la vie ! à travers les communes et préfectures*
  - Organisation 18 rencontres d'échange pour renforcer les compétences et débattre de l'ECS avec des autorités locales, des responsables académiques, des réseaux de parents d'élèves, des leaders religieux, des journalistes à travers 18 préfectures de Guinée
  - Organisation de 4 rencontres d'échange avec des décideurs publics pour obtenir leur soutien en faveur du renforcement de l'intégration de l'ECS dans les programmes scolaires.
  - Organisation d'un atelier de consensus national sur l'intégration de l'ECS dans les programmes scolaires.
  - Production de kit d'évaluation du projet (stratégie, protocoles, indicateurs et outils).

- Production de supports de capitalisation d'expérience sur le projet (rapports d'évaluation, réévaluation participative et formalisation des processus après



Photos de famille avec la DPE de Mamou : sensibilisation sur l'éducation complète à la sexualité à Mamou



L'interview d'un participant jeune à Fria après la sensibilisation sur l'éducation complète à la sexualité

analyse de pratiques, fiches de bonne pratiques, articles ou vidéos de témoignage, etc.)



Mr le DPE de Dalaba, et Mr le représentant du MENA et le responsable du projet EDUCASSO à Dalaba (sensibilisation sur l'éducation complète à la sexualité)



L'interview d'un participant religieux à Fria après la sensibilisation sur l'éducation complète à la sexualité

**PROJET : TB/VIH-SIDA**

**Renforcer et décentraliser la lutte contre la Tuberculose et le VIH/SIDA, et atteindre les populations vulnérables en République de Guinée. (PLAN INTER)**

**Durée du Projet :** 2021-2023(3ans);

**Source de financement :** Fond Mondial/Plan International;

**Partenaires clés :** Associations identitaires, Programmes National de lutte contre la tuberculose, Programme National de la lutte contre le SIDA et les Hépatites;

**Bénéficiaires :** Populations clés pour le VIH et population générale pour la tuberculose.

**Tuberculose**

- Réduire de 50% le taux de mortalité par tuberculose en 2023, par rapport à 2015;
- Réduire de 18% le taux d'incidence de la tuberculose en 2023 par rapport à 2015.

**VIH/sida**

- Réduire les nouvelles infections à VIH de 50% chez les adolescentes et les jeunes femmes d'ici la fin de 2023;
- Réduire (i) les nouvelles infections de 50% et (ii) la mortalité et morbidité des PVVIH/SIDA d'au moins 62% d'ici 2023.

**Enjeux :**

Dans le cadre de la lutte contre le VIH et la Tuberculose, la Guinée a initié le processus de mobilisation de ressources intérieures et extérieures. C'est ainsi, qu'après avoir bénéficié de la subvention du Fonds mondial de lutte contre le Sida, La Tuberculose et le Paludisme, d'une allocation de 120 millions de dollars US entre 2015 et 2017, elle a sollicité et obtenu la reconduction des programmes de santé pour financer les interventions de la réponse au VIH/Sida, de la lutte contre la tuberculose, le paludisme et du renforcement du système de santé (RSS) sur la période 2018-2020 (NFM2) et celle de 2021-2023 (NFM3). Cette subvention s'inscrit dans la poursuite du renforcement et de la décentralisation de la lutte contre la tuberculose et VIH/sida

pour attendre les populations clés et vulnérables en Guinée.

Plan International Guinée est le Réciendaire Principal (RP) de la subvention conjointe VIH-Prévention et Tuberculose du Fonds mondial pour le renforcement de la lutte contre les deux maladies pour la période 2021-2023. Le Projet TB-VIH est mis en œuvre en collaboration avec le Ministère de la Santé à travers le Programme National de lutte Antituberculeuse (PNLAT) et le Programme National de lutte contre le VIH et les Hépatites (PNLSH) ainsi que des Sous-Réciendaires (SRs) constituées d'ONG Nationales et Internationales. Les SRs travaillent en collaboration avec des agents communautaires et Pairs éducateurs formés issus des communautés bénéficiaires

**Notre Action (AGBEF) :****Paquet d'intervention TB communautaire**

- Former les Relais communautaires pour la lutte contre la tuberculose;
- Superviser les activités des Reco (VAD, CE et les orientations des tousseurs chroniques de plus de 15 jours) à travers les superviseurs de zone;
- Faire des recherches actives pour le dépistage des cas de TB dans les zones pourvoyeuses de cas;
- Mettre des enfants sous chimioprophylaxie autour des cas positifs de TB;
- Trouver les cas perdus en ciblant les populations vulnérables (pêcheurs) grâce à des stratégies avancées;
- Créer un système national intégré de transport d'échantillons;
- Assurer la supervision trimestrielle de l'ensemble des activités du Dots communautaire.



### Paquet d'intervention prévention VIH

- Former les pairs éducateurs aux activités de sensibilisation pour offrir des conseils, fournir des préservatifs, des gels et des services de référence en vue de prévenir la transmission du VIH parmi les HSH, les PS, leurs clients ;

Fournir des stratégies avancées de dépistage via des cliniques mobiles médicalisées et dispensaires rapprochés pour les populations clés dans leurs sites de fréquentation à travers le pays ;

- Développer et mettre en œuvre une stratégie pour assurer la mise en relation pour la prise en charge des cas de VIH positifs parmi les populations clés testées positifs au VIH ;

- Renforcer les capacités et soutenir les opérations des organisations communautaires pour compléter la riposte nationale au VIH ;
- Promouvoir la défense des droits de l'homme et l'égalité des sexes parmi les populations clés et leurs environnements ;
- Mettre à disposition des préservatifs, des lubrifiants, des tests IST, et s'assurer d'une planification et quantification régulières de l'approvisionnement ;
- Superviser les activités des PE (CE, Référence) à travers les superviseurs de zone ;
- Assurer la supervision trimestrielle des activités de prévention VIH des zones de la Basse Guinée.



## Chiffres clés et Résultats du projet :

1. INDICATEURS	Cible	Résultats	Taux de réalisation
<b>PROFESSIONNELLES DE SEXE (SEXE)</b>			
Nombre de professionnelles de sexe (PS) ayant bénéficié au moins d'une <b>séance éducative</b> de prévention du VIH durant la période considérée	8193	7827	96%
Nombre de nouvelles PS ayant bénéficié d'un <b>paquet minimum de service</b> de prévention du VIH durant la période	4702	4440	94%
Nombre de PS orienté et ayant fait un <b>test de dépistage du VIH avec retrait de résultat</b> durant la période	4232	4374	103%
Nombre de <b>cas positifs au VIH</b> parmi les PS ayant fait un test de dépistage du VIH avec retrait de résultat durant la période	453	313	69%
<b>CLIENTS PS</b>	0	0	0
Nombre de clients PS ayant bénéficié au moins d'une <b>séance éducative</b> de prévention du VIH durant la période considérée	4671	2157	46%
Nombre de <b>cas positifs au VIH</b> parmi les clients PS ayant fait un test de dépistage du VIH avec <b>retrait de résultat</b> durant la période	9	91	1011%
<b>HSH</b>	0	0	0
Nombre d'hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes (HSH) ayant bénéficié au moins d'une <b>séance éducative</b> de prévention du VIH durant la période considérée	5808	1170	20%
Nombre de nouveaux HSH ayant bénéficié d'un <b>paquet minimum de service</b> de prévention du VIH durant la période	1008	6584	653%
Nombre de HSH orienté et ayant fait un <b>test de dépistage du VIH avec retrait de résultat</b> durant la période	907	446	49%
Nombre de <b>cas positifs au VIH</b> parmi les HSH ayant fait un test de dépistage du VIH avec retrait de résultat durant la période	103	37	36%
<b>TUBERCULOSE</b>	0	0	0
Nombre de tousseurs de plus de 15 jours référés par les AC	4648	2026	44%
Nombre de cas déclarés de tuberculose positif parmi les référés par les AC (toutes formes confondues)	409	358	88%
Nombre de personnes sensibilisées sur la TB lors des séances de causerie éducative réalisées	239186	11222	5%
Nombre de séance de visites a domicile réalisées	97822	19287	20%
Nombre d'enfant contact âges de moins de 15 ans référés	5188	2926	56%
Nombre d'enfant contact âgés de 5 à 14 ans mis sous chimioprophylaxie	4293	2487	58%

Campagne Nationale de la Planification Familiale de l'UNFPA, pilotée par l'AGBEF







## PRINCIPAUX PARTENAIRES

## A - PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

- UNFPA
- GIZ
- OOAS
- Amplify change
- UNICEF
- Banque Mondiale
- USAID
- Fonds Mondial....



## B. Partenaires de collaboration

- Ministère de la Santé
- Ministère/Action sociale
- Ministère de la jeunesse
- Coalition nationale/PF
- Bluelin Kaloum
- Plan International Guinée
- Twin
- SOS Villages
- Associations de jeunesse
- Programme national de prise en charge du VIH & les hépatites
- RAES
- Cliniques publiques et Privées etc...



*Mr le ministre de la jeunesse sous la tante de l'AGBEF lors de la journée mondiale de la jeunesse*

**Suggestions globales :**

- Editer le bulletin en brochure et non en dépliant compte tenu du volume d'informations à fournir
- Limiter la littérature au profit des chiffres et des images
- Mettre les chiffres liés aux résultats dans les tableaux qui sont faciles à lire et à comprendre
- Ne pas parler d'enjeux comme je le constate par endroit
- Exploiter le contenu du document "Bref historique" présenté souvent par le DE à l'attention des partenaires qui contient des informations synthétisées
- Répliquer l'image du certificat d'accréditation (3eme cycle) sur la page qui suit l'image "Bref historique" où l'on parle d'accréditation



Renforcement des capacités techniques des sages femmes de l'AGBEF  
en matière de SSR





## séance de distribution des kits sanitaire pour la lutte contre le COVID - 19



## Formation des pairs éducateurs de l'AGBEF pour les ctivités de sensibilisation

